

# Demande de location du droit de pêche de l'État par une association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique

## Identification du demandeur

Je soussigné, .....

président de l'association agréée de pêche et de protection du milieu aquatique .....

.....

dont le siège social est situé (adresse complète).....

.....

.....

demande la location du droit de pêche aux lignes sur le(s) lot(s) n° .....

.....

.....

.....

dans le département de .....

Informations obligatoires :

- N° SIRET : .....
- Adresse mail : .....
- Téléphone : .....

**La demande est adressée au service gestionnaire de la pêche pour le  
département où est situé le lot.**

Si l'association est déjà locataire d'un lot (1) :

Je précise que l'association est déjà locataire du (ou des) lot(s) suivants :

.....  
.....  
.....  
.....

pour lesquels le rapport indiquant les alevinages effectués et les mesures de surveillance prises au cours du bail précédant est joint à la demande.

Si l'association n'est pas déjà locataire d'un lot (1) :

Je m'engage à mettre en œuvre des mesures de surveillance et de repeuplement du lot.

Je m'engage à respecter et à faire respecter par les membres de l'association les clauses du cahier des charges pour l'exploitation du droit de pêche de l'État pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 au 31 décembre 2027, dont je reconnais avoir pris connaissance.

**Tampon de l'AAPPMA**

**DATE ET SIGNATURE**

*Vos données à caractère personnel font l'objet d'un traitement informatisé mis en œuvre par la direction de l'immobilier de l'Etat de la direction générale des finances publiques (DGFIP), située au 120 rue de Bercy 75 772 PARIS, en sa qualité de responsable de traitement, dans le cadre de l'exécution des missions d'intérêt public qu'elle assure.*

*Elles sont traitées afin de gérer des dossiers d'occupation du domaine de l'Etat et redevances associées de toute nature.*

*A ce titre, les catégories de données personnelles traitées sont les suivantes :*

- les données liées à votre identité et vos coordonnées ;*
- les données à caractère économique et financier.*

*Ces données sont obtenues directement auprès de vous ou le cas échéant auprès du gestionnaire du domaine.*

*Elles sont transmises aux agents habilités de la DGFIP dans le cadre de leurs missions.*

*Vos données à caractère personnel sont conservées 5 ans à compter de la date de fin du titre d'occupation et 10 ans en archives.*

*Conformément au règlement général sur la protection des données (RGPD) n°2016/679 et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative aux fichiers, à l'informatique et aux libertés, vous disposez d'un droit d'accès, de rectification, d'effacement, des données vous concernant ainsi que du droit à la limitation du traitement.*

*Vous pouvez exercer vos droits en contactant la boîte mail : [die.support-figaro@dgif.finances.gouv.fr](mailto:die.support-figaro@dgif.finances.gouv.fr).*

*Vous avez également la possibilité de contacter le délégué à la protection des données du ministère de l'économie, des finances et de la relance par voie électronique ([ledelegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr](mailto:ledelegue-a-la-protection-des-donnees-personnelles@finances.gouv.fr)) ou par voie postale (139 rue de Bercy- Télédocus 322 - 75572 PARIS CEDEX 12).*

*Vous êtes informé(e) que des exceptions à l'exercice des droits précités sont susceptibles de s'appliquer, le cas échéant, vous en serez dûment averti(e).*

*Si vous estimez que le traitement de vos données à caractère personnel n'est pas conforme aux dispositions légales et réglementaires, vous disposez, du droit d'introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL).*

(1) barrer la mention inutile